



Déclaration liminaire de la FSU-SNUipp 91 au CSA-SD du 11 février 2025

La FSU-SNUipp ne peut débuter cette intervention sans rendre hommage à Louise, cette collégienne tragiquement emportée par un drame qui a bouleversé notre département ce week-end. Nous adressons tout notre soutien à sa famille, ses amis, les élèves et le personnel de son établissement. Plus jamais un tel événement ne doit se produire !

Aussi, nous n'oublions pas Mayotte, frappée par un cyclone dévastateur en décembre, dont les infrastructures scolaires ont été largement détruites. Nous continuerons de soutenir le peuple Mahorais dans cette épreuve.

Le gouvernement, avec la nomination de François Bayrou, tente de masquer l'instabilité politique qui secoue notre pays depuis des mois. L'absence de majorité à l'Assemblée nationale perdure, et ce, malgré l'illusion d'un gouvernement stable. Le budget 2025, adopté en urgence, est un budget de régression qui ne satisfait personne. Un budget par défaut, sans vision claire, dont le seul mérite est d'exister.

La FSU-SNUipp, aux côtés des autres organisations syndicales, maintiendra la pression face aux attaques incessantes contre la Fonction publique et réaffirme avec force ses revendications : l'abrogation de la réforme des retraites, l'augmentation des salaires des agents publics et la défense des droits des travailleurs du secteur public !

Le discours de politique générale du nouveau Premier ministre n'apporte aucune réponse aux urgences sociales et environnementales du moment. Pendant ce temps, l'extrême droite exploite la crise démocratique pour imposer son projet réactionnaire.

Le climat politique actuel nous plonge dans une situation où notre profession est plus que jamais mise à mal.

La suppression de 4000 postes, puis le rétropédalage pour en supprimer 470, l'amendement réduisant de 52 millions d'euros le budget de l'Éducation nationale, le gel du point d'indice et l'indemnisation des congés malades à 90% ne sont que des symptômes d'une volonté de destruction systématique de notre système éducatif ! Ces attaques, récurrentes et inacceptables, sont portées par un gouvernement qui fait preuve de mépris envers les personnels. Quand le gouvernement prendra-t-il enfin notre profession au sérieux ? La ministre de l'Éducation, qui avoue elle-même ne pas être spécialiste de la question, ne fait qu'alimenter nos inquiétudes. Pendant ce temps, les conditions de travail et d'apprentissage se détériorent de jour en jour, et les élèves en sont les premières victimes.

Cela démontre une évidence : l'Éducation nationale n'est toujours pas une priorité pour ce gouvernement !

En dépit de six ministres en moins de trois ans, la politique éducative de Jean-Michel Blanquer continue sans relâche. Les nouveaux programmes de cycle 1 et 2, imposés malgré l'opposition unanime du CSE, renforcent l'école de la compétition, creusent les inégalités et mettent en place un management autoritaire. Il est grand temps d'arrêter de ce désastre !

Nous continuerons de nous battre pour abroger ces réformes néfastes et pour protéger nos élèves d'une école inégalitaire et déshumanisée.

La politique de contrôle du travail des enseignant·es et la pression accrue autour des résultats des évaluations nationales doivent cesser ! Assez de la sanction systématique ! Nous soutenons fermement les collègues qui s'opposent à ce pilotage autoritaire, et nous explorons toutes les voies juridiques pour contester ces pratiques. Nous exigeons l'abandon immédiat de toute forme de sanction liée aux évaluations !

La FSU-SNUipp exige des actions concrètes pour garantir à l'Éducation nationale les moyens nécessaires pour remplir ses missions. La baisse démographique doit conduire à une réduction du nombre d'élèves par classe, pas à des économies qui se font sur le dos des élèves et des enseignants !

La crise du recrutement est urgente et se renforce ! L'inflation et les conditions de travail dégradées ne font qu'empirer la situation. Alors que des économies sont réalisées sur des programmes comme le SNU ou les uniformes, pourquoi ne pas les réinvestir dans le secteur de l'Éducation ? Les enseignants et enseignantes méritent mieux que des miettes !

Nous réclamons un plan de recrutement ambitieux, des revalorisations salariales conséquentes et des mesures urgentes pour améliorer les conditions de travail de l'ensemble des personnels éducatifs.

Quant à notre département, la situation est catastrophique ! Comment espérer redonner de l'espoir à des collègues épuisés si les 19 ETP (Équivalents Temps Plein) alloués à notre territoire sont insuffisants ? Faut-il qu'un drame se produise avant que l'on prenne enfin ces questions au sérieux ? Les 10 postes ETP alloués au remplacement sont loin d'être suffisants pour résoudre le problème du non-replacement dans notre département, surtout face à la crise sanitaire actuelle. Il nous faudrait 10 ETP par circonscription, pas un de moins !

La transformation des ZIL en BD est une fausse solution qui va aggraver les choses. Les conditions de travail et l'attractivité de ces postes vont se détériorer davantage, ce qui ne fait qu'augmenter la pénurie de remplaçant·es. Il est grand temps de repenser cette mesure avant qu'il ne soit trop tard.

L'inclusion scolaire, pourtant un principe fondamental de notre système, est de plus en plus malmenée ! La loi sur l'inclusion fête son anniversaire, mais force est de constater qu'elle manque de moyens concrets pour être mise en œuvre correctement. Les élèves en souffrent tout comme les collègues qui sont accablés par une charge de travail inhumaine. L'inclusion ne doit pas se faire sur le dos des personnels ni des élèves !

Nous demandons des moyens supplémentaires, la création de places dans les établissements spécialisés et des personnels dédiés pour faire face aux besoins.

Quant aux AESH, leur condition de travail est inacceptable ! La FSU-SNUipp continue de revendiquer un véritable statut, la reconnaissance du temps complet et une revalorisation salariale à la hauteur des missions qu'ils et elles accomplissent. Ces personnels doivent être respecté·es et mieux rémunéré·es !

Enfin, la carte de l'éducation prioritaire doit être revue et mise à la hauteur des besoins des écoles. La FSU-SNUipp sera vigilante et prendra toutes les initiatives nécessaires pour défendre les écoles les plus fragiles, celles qui souffrent du manque de moyens et d'attention.

Pour conclure, La FSU-SNUipp ne restera pas passive face à cette situation alarmante. Il est temps que les décisions prises au sommet prennent enfin en compte les véritables besoins de l'Éducation nationale et des personnels qui la font vivre !